

## Délit d'entrave : qui entrave qui ?

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 20 août 2021

Les féministes de tout poil, les néos comme les anciennes, en ont fait des gorges chaudes : après avoir osé proposer, pour le dimanche du 15 août, une programmation ostensiblement catholique (rediffusion d'une messe célébrée par Monseigneur Rey et reportage autour de la Marche de Saint-Joseph, finissant au sanctuaire de Cotignac), la chaîne C8 récidivait le lendemain en diffusant le film *Unplanned*, l'histoire vraie d'une ancienne directrice d'un centre de Planning familial, Abby Johnson, devenue pro-vie.

Les lecteurs de *Liberté politique* ont déjà entendu parlé d'*Unplanned*, à l'occasion des deux projections-conférences que nous avons organisées en tout début d'année, avec un très large succès. Le film, distribué en France par Saje, présente un itinéraire original et touchant, entièrement basé sur des faits réels. De l'expérience, du vécu, de l'intime : cela est pourtant bien dans l'air du temps, mais il est des expériences et des vécus qu'il ne fait pas bon partager quand ils ne vont pas dans le sens du vent.

Le petit monde de la toile, les sites spécialisés dans les médias, et toute la horde des sites de militantes néo-féministes ultra-connectées comme Madmoizelle, ont par conséquent déversé leur fiel sur le film (qu'ils n'ont généralement pas vus), sur la chaîne, et bien sûr, sur son propriétaire honni : Vincent Bolloré, l'ennemi parfaitement calibré pour être détesté, mâle, blanc, puissant, riche, qui ose égratigner l'uniformité consensuelle des médias pour donner la parole à Eric Zemmour comme à Abby Johnson.

Désapprouver cette diffusion est leur droit le plus absolu, même si leurs arguments sont empreints d'une mauvaise foi insigne, et recyclent jusqu'à vomir tous les poncifs les plus éculés de leur combat mortifère : le droit des femmes à disposer d'un corps (qui n'est pas le leur), l'interdiction faite aux hommes de se mêler d'un sujet strictement féminin, de la part de celles qui passent leur temps à donner des leçons à la gent masculine, et j'en passe. Mais ces sinistres personnes ne se contentent pas de désapprouver : dans la France de 2021, la désapprobation passe par la dénonciation, et le CSA a été saisi. Pour ceux qui ont vu le film, l'écart entre ce qu'il montre à l'écran et l'objet des accusations portées contre lui est abyssal. Non, il ne s'agit pas d'une effroyable machine de propagande, mais d'un film-témoignage, dont la violence, par exemple, est très en deçà du film *Quatre mois, trois semaines et deux jours* de 2007, qui n'était pas pro-vie, mais dont les images étaient extrêmement crues et sanglantes. *Unplanned* a seulement le mérite de montrer que la réalité est un - tout petit peu - plus compliquée que ne le sous-entendent les documentations du Planning familial, qui a quasiment, aujourd'hui dans notre pays, rang d'institution d'Etat.

Mais là où l'offensive de la culture de mort apparaît dans toute sa terrible cohérence, c'est quand les vociférations de ces sinistres personnes sont relayées au plus haut sommet de l'Etat, par les ministres Elisabeth Moreno et Marlène Schiappa, qui se sont à leur tour fendues d'un communiqué ubuesque pour accuser C8 d'un prétendu « délit d'entrave ». N'importe quel juriste un tant soit peu honnête, et il en existe encore dans notre pays, sait que la diffusion d'*Unplanned* ne peut en aucun cas tomber sous le coup de cette accusation. Le Conseil constitutionnel avait été très clair sur ce point : « la seule diffusion d'informations à destination d'un public indéterminé sur tout support ne saurait être regardée comme constitutive de pressions, sauf à méconnaître la liberté d'expression » (décision CC 2017-747 du 16 mars 2017). Qu'importe ! L'invective et les déclinaisons de la diffamation est une méthode politique dont le camp dominant sait user et abuser.

Pendant que deux ministres s'échinent à voir un délit d'entrave là où il n'y en a pas, l'éditorialiste et candidat putatif Eric Zemmour découvre que son compte Instagram, filiale de Facebook, a disparu sans tambour ni trompettes, sous le coup d'une censure toujours aussi opaque, toujours aussi sournoise. Aujourd'hui, en France, qui entrave qui ? Un groupe de médias, qui essaie tant bien que mal de faire entendre une voix différente du concert du politiquement correct ? Ou l'alliance objective du gouvernement, des GAFA et autres des réseaux sociaux ?

Nous n'avons pas de ministres, de députés pour nos gouvernants : nous avons affaire à des militants prêts à tout pour porter haut les couleurs du mensonge. Les réseaux sont à leur service, consentants et actifs dans la diffusion d'une même idéologie de mort. La bataille n'est pas à armes égales : il faut en avoir pleinement conscience, et décupler notre énergie à les combattre !

**Constance Prazel**